



Communiqué de presse SPG : Coronavirus, solidarité et cohérence

Genève, 18 mars 2020

Le 13 mars 2020, le Conseil fédéral a annoncé la fermeture de toutes les écoles suisses. **A Genève pourtant, les portes des écoles primaires ne sont pas tout à fait fermées** puisqu'un service d'accueil minimum est assuré dans chaque école.

Les enseignant.es de l'école primaire travaillent depuis lundi 16 mars avec cœur et courage pour maintenir le lien avec les familles, assurer le service d'accueil minimum et - en l'absence totale de directives claires de la direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO) et du Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) - de répondre aux consignes parfois contradictoires de leur direction d'Etablissement.

Cette crise permet de rappeler aux Genevois.es le sens du service public et la mission de la fonction publique. **Les fonctionnaires sont au service de la population et il leur revient de la soutenir en ces temps difficiles.** Les enseignant.es du primaire accomplissent cette tâche en prenant soin des enfants, notamment du personnel soignant, afin que celui-ci puisse se consacrer à sa propre mission.

Reconnaissant la priorité à la gestion de cette situation inédite, **la SPG a suspendu la grève administrative votée par son Assemblée générale extraordinaire du 4 mars reportant ainsi ses revendications pour la rentrée 2020.** Toutefois, l'inquiétude concernant cette rentrée reste vive et la SPG lance avec la FAPEO, la FEGAPH, la FAMCO, l'Union, l'AGEEP et le SSP une pétition demandant des postes supplémentaires au Grand Conseil. **La mobilisation se poursuit, sous une autre forme.**

La SPG souhaite rappeler que les enseignant.es assurant les permanences dans les écoles s'exposent et exposent ainsi également leurs proches. Certain.es enseignant.es doivent laisser leurs propres enfants dans les écoles afin de permettre à d'autres de faire leur travail et s'exposent ainsi doublement. Les risques encourus doivent être reconnus et pris au sérieux. **La SPG exige que les mesures de sécurité sanitaire minimales, énoncées par le Conseil fédéral lundi 16 mars, soient garanties et respectées aussi pour les enseignant.es.** En effet, s'inscrivant en totale contradiction avec les consignes données le lundi 16 mars par la Conseillère d'Etat, Nathalie Fontanet, des permanences sont imposées dans toutes les écoles, mêmes dans celles qui n'accueillent aucun élève, contraignant les enseignant.es à s'exposer en se déplaçant possiblement sans raison. La SPG a donc interpellé aujourd'hui la direction générale en ce sens.

L'absence d'infrastructures numériques demandées à maintes reprises par les enseignant.es complexifie le lien entre collègues et avec les familles. **Faute de moyens fournis par l'institution les plateformes d'échanges sauvages se multiplient pour permettre aux professionnel.les de travailler, partager et collaborer.** Il est regrettable que tant d'énergie soit consacrée à travailler en parallèle. Dans ce contexte, **la SPG rappelle également, en tant que partenaire, qu'elle se tient à disposition du département et de la direction générale pour réfléchir à des solutions efficaces et coordonnées.**